

[ACTUALITÉ]

CRISE BANCAIRE

LE SECTEUR FINANCIER LOCAL ÉPARGNÉ PAR L'EFFET DE CONTAGION



AVEC LA FAILLITE DE LA SILICON VALLEY BANK, DE LA SILVERGATE ET DE LA SIGNATURE BANK AUX ÉTATS-UNIS, CONJUGUÉE AUX DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DU CRÉDIT SUISSE EN EUROPE, LE MONDE DE LA FINANCE EST TENU EN HALEINE CES JOURS-CI. LA HANTISE DE L'ÉPISODE DES «SUBPRIMES» EN 2008 A FAIT RESURGIR LA CRAINTE D'UNE NOUVELLE EXPLOSION D'UNE BULLE FINANCIÈRE ET LE RISQUE D'UN EFFET DE CONTAGION SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE. FORT HEUREUSEMENT, LE SECTEUR FINANCIER MAURICIEN, BIEN QU'EXPOSÉ À LA CONJONCTURE INTERNATIONALE, DEVRAIT S'EN SORTIR INDEMNÉ.

NIRVAN ARMOOGUM

EN l'espace d'une semaine, une onde de choc a traversé la planète financière. La faillite de trois banques aux États-Unis (la Silicon Valley Bank, la Silvergate Bank et la Signature Bank) suivie de la crainte de l'écroulement de Crédit Suisse, l'une des 30 banques considérées comme systémiques, ont fait entrevoir la perspective d'une crise financière mondiale comme en 2008.

Concernant la Silicon Valley Bank (SVB), cette banque californienne accompagne les start-up, surtout celles de la tech depuis plus de quarante ans. Elle se targuait d'avoir pour clientèle plus de 50 % des entreprises basées dans la SVB. Sa faillite est directement liée à la politique agressive de resserrement monétaire de la Réserve fédérale depuis mars 2022. En raison de la crise, la SVB, tout comme la Silvergate Bank et la Signature Bank, se sont tournées vers des placements sécurisés, à l'instar du marché obligataire. Or, ce segment est en proie à un cycle volatil en raison de la politique de *tapering* américain, ayant pour objectif de casser l'inflation.

Il ressort que la SVB s'était constitué un stock d'obligations d'État à long terme. Quand les

taux directeurs ont grimpé en flèche, elle s'est retrouvée avec des obligations à faible rendement. Pour rester compétitive et conserver ses clients, elle a été contrainte de revoir à la hausse ses intérêts sur ses dépôts. Du coup, sa position financière a été affaiblie. Ce qui a provoqué une vraie panique chez ses clients qui, le 9 mars, ont effectué des retraits équivalant à 42 milliards de dollars.

La Silvergate Bank et la Signature Bank ont également failli à leurs obligations financières pour les mêmes raisons. Ce qui a engendré une vraie crise systémique du secteur financier et technologique américain. Une ramification contagieuse qui a même touché le marché des capitaux et celui des cryptomonnaies. Devant l'ampleur de la crise, le président américain, Joe Biden, a



IMRITH RAMTOHL : «AVEC DES TAUX D'INTÉRÊT PLUS ÉLEVÉS, LE PRIX DES OBLIGATIONS A BAISSÉ, CE QUI EXPOSE LES BANQUES À DES PERTES LORSQU'ELLES LES VENDENT»



AFSAR EBRAHIM : «IL SERAIT ERRONÉ DE COMPARER LA SVB AU CRÉDIT SUISSE, UNE BANQUE QUI A ÉTÉ SECOURUE PAR DES SCANDALES FINANCIERS»

déclaré que son gouvernement viendrait en soutien aux clients de ces banques, mais ne pourrait pas subvenir aux besoins financiers des établissements eux-mêmes. Les trois banques américaines sont donc forcées de cesser leurs opérations.

Une semaine après la débâcle des banques américaines, une autre crise bancaire éclate en Europe. Cette fois-ci, c'est Crédit Suisse, l'une des banques considérées comme étant «too big to fail» et qui possède des actifs à l'étranger estimés à plus de 16 000 milliards de francs suisses, soit près de 160 fois le PIB de Maurice, qui se retrouve au bord du gouffre. Cela après que la Saudi National Bank, son actionnaire majoritaire, eut refusé de venir à sa rescousse. Le mercredi 15 mars, la valeur de Crédit Suisse va chuter de 30 % sur la Bourse de Zurich.

Pour éviter une crise financière dans la zone Euro, une opération de sauvetage est organisée en catimini. D'abord, la Banque nationale suisse annoncera qu'elle lui accordera un prêt de 50 milliards. Quelques jours plus tard, une autre banque helvétique UBS conclut le rachat de Crédit Suisse pour 3 milliards de francs suisses.

Commentant la crise bancaire qui a éclaté aux États-Unis et en Europe, le Senior Investment Consultant d'Aon Solutions, Imrith Ramtohl, fait remarquer que les raisons sont tout à fait différentes. Il explique dans le cas des banques américaines ayant déclaré faillite, qu'elles évoluent essentiellement dans un marché de niche, soit la finance aux start-up. Alors que Crédit Suisse est une banque ayant fait l'objet de nombreux scandales financiers. Une perception qu'UBS aura la tâche dorénavant de corriger.

PERTES RÉALISÉES

«Dans le cas de Crédit Suisse, la banque a connu des problèmes spécifiques ces dernières années et a même été déficitaire au cours des trois dernières années. Les difficultés financières qu'elle a rencontrées sont propres à la gestion de sa trésorerie et de ses finances. Dans le cas des banques américaines comme la SVB, la situation est épineuse. En résumé, ces structures évoluant dans des marchés de niche doivent consulter un règlement spécifique, notamment lorsqu'elles font fructifier leurs biens sur le marché obligataire. Elles doivent évaluer les obligations aux prix du marché si elles prévoient de les conserver jusqu'à l'échéance. Or,

Les marchés rassurés après le rachat de Crédit Suisse

L'image de Crédit Suisse a été ternie par les scandales à répétition. Il reviendra à UBS, le nouvel actionnaire majoritaire, de reconstruire la réputation de la banque helvétique, qui est considérée comme le canard boiteux de la finance en Europe.

Interrogé sur cette nouvelle acquisition, Jean Francois Ulcoq estime que c'est un renouveau qui attend la banque. D'autant plus que Crédit Suisse peut être considéré comme un écosystème à lui seul. «Crédit Suisse est une grande banque, qui fait partie des 'Global systemically important banks' (G-SIB) et on ne peut pas imaginer les conséquences critiques pour le reste du système si une banque de cette taille fait faillite. Contrairement à la Silicon Valley Bank, les G-SIB sont particulièrement interconnectées avec le système financier mondial, et leurs fonctions sont si importantes que leur chute entraîne une crise financière à l'échelle globale, comme nous l'avons vu en 2008 avec Lehman Brothers aux États-Unis», explique-t-il. Ainsi, la nouvelle acquisition de Crédit Suisse par UBS est une vraie bonne nouvelle dans la communauté des financiers, car il permet de rassurer les investisseurs, mais aussi d'alléger la Banque nationale suisse qui était venue en aide à la banque. «L'annonce du rachat de Crédit Suisse par son principal rival UBS est un excellent indicateur pour les marchés car il allège le rôle du régulateur suisse, passant de 'sauveur' à 'facilitateur' de cette transaction», observe-t-il.



avec des taux d'intérêt plus élevés, le prix des obligations a baissé, ce qui expose les banques à des pertes lorsqu'elles les vendent. La SVB a donc dû vendre des obligations à perte (en raison des taux d'intérêt plus élevés) afin de payer les déposants», explique-t-il.

Idem pour Afsar Ebrahim. L'Executive Director de KICK Advisory Services explique que la situation aux États-Unis s'apparente à un phénomène particulier, tandis qu'en Europe, le

problème concerne une banque en particulier.

«Il serait erroné de comparer la SVB à Crédit Suisse, une banque qui a été secourue par des scandales financiers. La SVB était un acteur de niche avec un risque de concentration dans un secteur et dont les signaux d'alarme n'ont pas été perçus, contrairement à Crédit Suisse. La SVB était très exposée aux instruments garantis (42 milliards de dollars ont été retirés, soit 20 % des actifs, en moins de 10 heures...».



«... C'est là où le bât blesse. Les pertes non réalisées sont un problème auquel toutes les banques américaines sont confrontées, plus particulièrement les banques d'investissement. Les investissements détenus jusqu'à l'échéance n'étaient pas censés être vendus, ce qui a transformé les pertes non réalisées en pertes réalisées», affirme-t-il.

Le financier souligne aussi qu'une nouvelle banque américaine a fait l'objet d'une injection de \$30 milliards, à savoir First Republic Bank, après avoir éprouvé des difficultés financières.

De son côté, Sameer Sharma, spécialiste en investissements alternatifs, fait remarquer que l'affaire de Crédit Suisse dépasse largement l'environnement de fort taux d'intérêt et illustre plutôt une ingérence managériale de la firme bancaire. «CredIt Suisse est confronté à des scandales et subit une hémorragie de dépôts depuis des années. Le plan de restructuration de la banque n'a pas impressionné les investisseurs et a entraîné des pertes dans ses portefeuilles

d'obligations à la suite de la hausse des taux d'intérêt», observe-t-il.

RISQUES LIMITÉS

Au vu de l'interconnexion entre le monde de la finance et l'économie réelle, il est primordial d'éviter une crise bancaire majeure. Toutefois, l'heure n'est pas à l'inquiétude s'accordent à dire Afsar Ebrahim et Imrith Ramtohol. Ils font remarquer que la SVB et Crédit Suisse ne sont pas des banques ayant des liens avec différentes activités économiques, car elles sont spécialisées dans des secteurs de niche. La SVB est axée sur la technologie, alors que Crédit Suisse opère dans le segment de la banque privée. Les risques de contagion sont donc pour l'heure limités.

Il n'empêche que les experts financiers attirent tout de même l'attention sur l'importance d'une bonne gestion des banques, notamment dans cet environnement en forte volatilité. D'autant plus que les banques qui ont été secouées récemment opèrent dans deux juridictions financières internationales de renom.



SAMEER SHARMA : «NOUS DEVRIONS REGARDER LA CRISE À L'EXTÉRIEUR COMME UNE BOULE DE CRISTAL POUR VOIR CE QUI POURRAIT NOUS ARRIVER À NOUS AUSSI»



JEAN FRANCOIS ULCOQ : «LES RATIOS DE LIQUIDITÉ COMME LE LIQUIDITY COVERAGE RATIO PERMETTENT AUX BANQUES DE RÉSISTER AUX CHOC DE LIQUIDITÉ»

«La situation des banques que nous avons mentionnées ne concerne en aucun cas une crise financière. Il s'agit d'une crise créée par quelques gestionnaires et dirigeants irresponsables qui ont fait preuve de laxisme en matière de contrôle et de supervision, avec l'idée que la technologie est l'avenir et qu'elle ne peut pas mal tourner. Crédit Suisse a connu tant de scandales que la question qui se pose aujourd'hui est de savoir pourquoi

rien n'a été fait pour éviter cette situation», argue Afsar Ebrahim. Il est rejoint par Imrith Ramtohol qui rappelle que «le problème concerne davantage l'évaluation des obligations par les petites banques américaines et les pertes non réalisées. Une grande partie du problème a également été causée par les multiples hausses de taux d'intérêt. Les obligations perdent de la valeur lorsque les taux d'intérêt augmentent».

[ACTUALITÉ]

Pour sa part, Jean Francois Ulcoq, Head - Fixed Income & Liquidity Management chez AfrAsia Bank, écarte tout parallèle qui pourrait être fait entre la situation actuelle et la crise des subprimes.

«La situation est différente. Contrairement à la crise de 2008, le dispositif réglementaire international pour les banques a grandement évolué. L'introduction des accords de Bâle 3 (Basel 3) a consolidé le système tout en le rendant plus résilient. Les banques ont appliqué une série de réformes extensives et sont largement plus capitalisées...»

MAURICE HORS DE DANGER

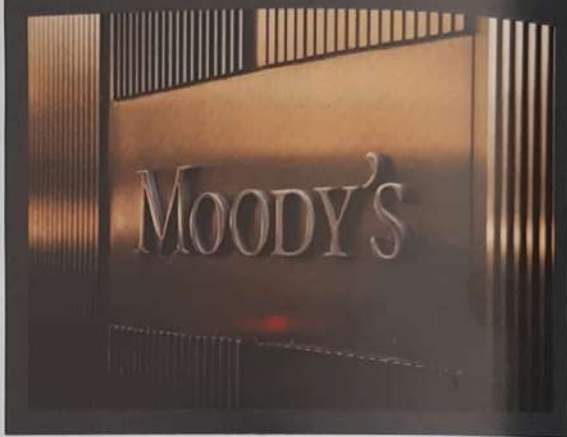
«...Elles sont également tenues de garder un nombre important de 'high quality liquid assets' pour faire face à d'éventuelles crises de liquidités. De plus, les régulateurs américains et européens ont démontré un engagement résolu durant ces derniers jours et cela devrait se poursuivre car personne ne souhaite qu'une crise financière aboutisse à

une crise économique et éventuellement à une récession globale».

Quid de l'impact sur le secteur bancaire local ? Jean Francois Ulcoq indique qu'au niveau d'AfrAsia Bank, il n'y a pas d'exposition sur le Crédit Suisse ou la SVB. De fait, aucun risque n'est à signaler actuellement. En revanche, il souligne que les autorités, dont la Banque de Maurice, suivent la situation de près et qu'une ligne de communication a été créée. «Le secteur bancaire local reste solide. À partir de 2010, sous la supervision de la Banque de Maurice, les banques à Maurice ont graduellement adapté les normes internationales de réglementation bancaire de Basel 3. Aujourd'hui, les banques sont mieux capitalisées avec la mise en place de coussins de fonds propres pour accumuler des réserves durant les périodes de développement afin de faire face aux périodes difficiles. Les ratios de liquidité comme le Liquidity Coverage Ratio (LCR) permettent aux banques de résister aux chocs de liquidité. Une

Moody's abaisse la note des banques américaines

Depuis le mercredi 15 mars, l'agence de notation Moody's a officiellement revu à la baisse les perspectives de l'ensemble du système bancaire américain. Ainsi, la notation des banques américaines est passée de stable à négative. L'impact ne s'est pas fait attendre sur le marché des capitaux américains, avec la chute de la valeur des banques. Dans la matinée du jeudi 16 mars, les contrats à terme sur le Dow Jones ont perdu plus de 600 points juste après 8 heures à New York et les grandes banques européennes ont été temporairement suspendues après de fortes baisses. Sur le plan local, la dégradation de la note de Moody's s'est ressentie sur le marché des changes. Depuis que la nouvelle est tombée, le dollar a chuté vis-à-vis de la roupie mauricienne. Elle est passée de Rs 47,15 le dollar à Rs 46 le dollar.



Market Summary > SVB Financial Group

106.04 USD

-259.13 (-70.96%) ↓ past 6 months

9 Mar, 16:00 GMT-5 • Disclaimer

1D 5D 1M 6M YTD 1Y

400

300

LA CHUTE SPECTACULAIRE DE LA VALEUR DE SILICON VALLEY BANK LE 9 MARS

N°1583 - du 22 au 28 mars 2023

révision de la couverture de certains risques et l'ajustement de la valeur de crédit (CVA) ont été adoptés pour souscrire aux recommandations du comité de Bâle», précise-t-il.

L'expert financier Sameer Sharma arrive au même constat : «L'exposition des banques locales à ce type de crédit est très faible et, de fait, Maurice sera à mon avis épargnée». En revanche, il souligne que ce qui se passe à l'international a bien souvent un effet plus tard à Maurice. Ainsi, même s'il exclut la piste du risque de contamination immédiat, il indique que Maurice devrait tirer des leçons de ce qui se passe sur le plan international afin de ne pas reproduire les mêmes erreurs. «Nous devrions regarder la crise à l'extérieur comme une boule de cristal pour voir ce qui pourrait nous arriver à nous aussi», soutient-il. En ces temps de forte volatilité, une vigilance de tous les instants est primordiale.

PIERRE YVES PASCAL, HEAD OF PRIVATE BANKING D'AFRASIA :

« La stabilité bancaire globale reste primordiale »

Propos recueillis par
CHRISTINA VILBRIN-LE BON

❶ Les États-Unis et la Suisse sont confrontés à une crise bancaire. Doit-on craindre une répétition de la crise de 2008 ?

Les problèmes liés à la Silicon Valley Bank, à la Signature Bank et à Crédit Suisse ont définitivement exacerbé les craintes d'une répétition de la crise financière de 2008. Cependant, les causes sous-jacentes sont différentes. Cette fois, la hausse des taux d'intérêt rapide a compressé les prix des obligations dans les livres de la Silicon Valley Bank alors qu'elle devait faire face à des retraits en masse. En 2008, la source était due à une mauvaise gestion sur des prêts hypothécaires et des banques avec un niveau d'endettement

absurde.

Par rapport à cela, la loi Dodd-Frank a été introduite. Les banques sont désormais tenues d'avoir des réserves obligatoires plus importantes. Elles sont limitées dans leur engagement avec des sociétés jugées trop risquées. De même, les deux banques américaines impactées ne sont que des banques régionales contrairement aux grands noms, tels que JP Morgan. Le risque reste idiosyncratique.

On a observé cette fois une action rapide de la Réserve fédérale et des grandes banques mondiales pour aider les petites banques. Onze grandes banques américaines, notamment JP Morgan et Goldman Sachs, ont mis en commun plus de 30 milliards de dollars pour aider First Trust Bank.

En ce qui concerne Crédit



Suisse, la banque nationale suisse a prêté 54 milliards de dollars pour prévenir un risque systémique. La Banque centrale européenne a également procédé à une hausse des

taux de 0,5 %, comme prévu précédemment. Ce qui suggère que les décideurs politiques restent convaincus que le secteur bancaire de la région sera en mesure de faire face à un resserrement monétaire supplémentaire, même en ces temps troublés.

❷ À quel scénario doit-on s'attendre, selon vous ?

Vu la vitesse à laquelle les régulateurs ont agi pour éviter une crise, il est certain que la stabilité bancaire globale reste primordiale. Il se peut que la Réserve fédérale prenne du recul par rapport à son cycle de hausse de taux d'intérêt pour éviter tout stress supplémentaire sur l'économie. La Banque centrale européenne (BCE) a, pour sa part, toujours de la marge pour des hausses supplémentaires, après que les

dépôts sont restés stables dans l'ensemble des banques de la zone euro et l'exposition au Crédit Suisse est négligeable.

L'inflation commence déjà sa modération, bien que plus lente que prévu. Mais la question restera sur une deuxième vague de fortes pressions sur les prix. Le sentiment restera fragile à court terme, vu l'incertitude. Cela pèsera forcément sur les marchés financiers.

❸ Quels sont les risques potentiels pour Maurice ?

Au niveau de Maurice, cela dépendra de l'exposition des banques locales. Chez Afrasia Bank, nous n'avons aucune exposition aux banques américaines concernées ainsi qu'à Crédit Suisse. Nos dollars sont majoritairement investis dans les bons du trésor américain.